

ADMINISTRATION GÉNÉRALE

MINISTÈRE DE L'ÉCOLOGIE,
DU DÉVELOPPEMENT DURABLE
ET DE L'ÉNERGIE

MINISTÈRE DU LOGEMENT,
DE L'ÉGALITÉ DES TERRITOIRES
ET DE LA RURALITÉ

Secrétariat général

Direction des ressources humaines

Département de la politique de rémunération,
de l'organisation du temps de travail
et de la réglementation

Bureau de la politique de rémunération

Note du 13 octobre 2014 relative à la mise en place d'un complément exceptionnel indemnitaire pour les agents anciennement détachés dans l'emploi de chef de subdivision et reclassés dans le grade de technicien supérieur en chef du développement durable

NOR : DEVK1424213N

(Texte non paru au *Journal officiel*)

Résumé : note relative à la mise en place d'un complément exceptionnel indemnitaire destiné à compenser la NBI fonctionnelle associée à l'emploi de chef de subdivision suite à la création du corps des techniciens supérieurs du développement durable.

Catégorie : directive adressée par les ministres aux services chargés de son application.

Domaine : administration.

Mots clés liste fermée : Fonction Publique.

Références :

Décret n° 2003-799 du 25 août 2003 relatif à l'indemnité spécifique de service allouée aux ingénieurs des ponts, des eaux et des forêts et aux fonctionnaires des corps techniques de l'équipement ;

Décret n° 2009-1558 du 15 décembre 2009 modifié relatif à la prime de service et de rendement allouée à certains fonctionnaires relevant du ministère de l'écologie, de l'énergie, du développement durable et de la mer, en charge des technologies vertes et des négociations sur le climat ;

Décret n° 2012-1064 du 18 septembre 2012 portant statut particulier du corps des techniciens supérieurs du développement durable ;

Arrêté du 25 août 2003 fixant les modalités d'application du décret n° 2003-799 du 25 août 2003 relatif à l'indemnité spécifique de service allouée aux ingénieurs des ponts et chaussées et aux fonctionnaires des corps techniques de l'équipement ;

Arrêté du 15 décembre 2009 fixant les montants des primes de service et de rendement allouées à certains fonctionnaires relevant du ministère de l'écologie, de l'énergie, du développement durable et de la mer, en charge des technologies vertes et des négociations sur le climat.

Texte abrogé :

Note du 17 décembre 2012 relative à la mise en place d'un complément exceptionnel indemnitaire pour les agents détachés dans l'emploi de chef de subdivision et reclassés dans le corps des techniciens supérieurs du développement durable.

Date de mise en application : 1^{er} janvier 2014.

La ministre de l'écologie, du développement durable et de l'énergie et la ministre du logement, de l'égalité des territoires et de la ruralité à la liste des destinataires in fine (pour exécution et pour information).

La création du corps des techniciens supérieurs du développement durable (TSDD) par décret n° 2012-1064 du 18 septembre 2012 a supprimé l'emploi fonctionnel de chef de subdivision. Dès lors, les agents anciennement détachés sur cet emploi ne peuvent plus percevoir les 20 points de nouvelle bonification indiciaire à compter de leur reclassement dans le grade de technicien supérieur en chef du développement durable en application de l'article 21 du décret précité.

Par ailleurs, en application de l'arrêté susvisé, le taux de base de la prime de service et de rendement de tous les agents du grade de technicien en chef du développement durable (TSCDD), y compris les anciens chefs de subdivision, est fixé à 1 400 €, portant à 2 800 € le montant plafond pouvant être alloué aux TSCDD.

À compter du 1^{er} janvier 2014, cette baisse de rémunération sera compensée par la mise en place d'un complément indemnitaire annuel de 1 362 € bruts en équivalent temps plein pour les agents détachés sur l'emploi de chef de subdivision à la date d'entrée en vigueur du statut des TSDD et reclassés dans le grade de technicien en chef du développement durable.

Ce complément se substitue au complément de 1 112 € mis en place par note de gestion du 17 décembre 2012.

Modalités de mise en paiement

Il convient de verser cette compensation en utilisant les deux supports indemnitaires suivants dans le respect des plafonds indemnitaires :

- la prime de service et de rendement (PSR),
- l'indemnité spécifique de service (ISS).

Deux cas de figure sont à distinguer :

Pour les agents dont le taux de PSR est de 2 (affectation en administration centrale, en outre-mer, au CMVRH, dans le réseau écoles et formation), la totalité du complément sera versée en ISS (dotation annuelle d'ISS augmentée de 1 362 €).

Pour les agents affectés dans les autres services, une partie du complément (700 €) est déjà prise en compte dans la dotation annuelle de PSR de 2 800 € allouée aux TSCDD ex-chefs de subdivision ; le restant dû de 662 € sera versé sous forme d'ISS.

Vous voudrez bien signaler toute difficulté dans la mise en œuvre de ces dispositions à la direction des ressources humaines (SG/DRH/ROR2).

La présente note sera publiée au bulletin officiel du ministère de l'écologie, du développement durable et de l'énergie.

Le 13 octobre 2014.

Pour les ministres et par délégation :
Le directeur des ressources humaines,
F. CAZOTTES

Visa du 10 octobre 2014 :

*Le contrôleur général,
chef du département
du contrôle budgétaire,*

B. BACHELLERIE

DESTINATAIRES

Mesdames et Messieurs les préfets de région :

- Directions régionales de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DREAL)
- Direction régionale et interdépartementale de l'équipement et de l'aménagement d'Île-de-France (DRIEA)
- Direction régionale et interdépartementale de l'environnement et de l'énergie d'Île-de-France (DRIEE)
- Direction régionale et interdépartementale de l'hébergement et du logement d'Île-de-France (DRIHL)
- Directions interrégionales de la mer (DIRM)

Mesdames et Messieurs les préfets de département :

- Directions départementales des territoires (DDT)
- Directions départementales des territoires et de la mer (DDTM)
- Directions de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DEAL Outre-mer)
- Direction de la mer Sud océan Indien (Mayotte)
- Direction des territoires, de l'alimentation et de la mer (DTAM Saint-Pierre-et-Miquelon)
- Directions de la mer Outre-mer (DM)
- Directions départementales de la protection des populations (DDPP)
- Directions départementales de la cohésion sociale (DDCS)
- Directions départementales de la cohésion sociale et de la protection des populations (DDCSPP)

Messieurs les préfets coordonnateurs des itinéraires routiers :

- Directions interdépartementales des routes (DIR)

Mesdames les directrices, Messieurs les directeurs :

- École nationale des techniciens de l'équipement (ENTE)
- Centre d'études des tunnels (CETU)
- Centre national des ponts de secours (CNPS)
- Service technique des remontées mécaniques et des transports guidés (STRMTG)
- Bureau d'enquêtes sur les accidents de transport terrestre (BEA-TT)
- Bureau d'enquêtes et d'analyses pour la sécurité de l'aviation civile (BEA Air)
- Bureau d'enquêtes sur les événements de mer (BEA mer)
- Bureau d'études techniques et de contrôle des grands barrages (BETCGB)
- Institut de formation de l'environnement (IFORE)
- Armement des phares et balises (APB)
- Direction des services de la navigation aérienne (DSNA)
- Direction de la sécurité de l'aviation civile (DSAC)
- Service technique de l'aviation civile (STAC)
- Service d'exploitation de la formation aéronautique (SEFA)
- Service national d'ingénierie aéroportuaire (SNIA)
- Centre d'exploitation, de développement et d'études du réseau d'information de gestion (CEDRE)
- Service de gestion des taxes aéroportuaires (SGTA)
- Service central d'hydrométéorologie et d'appui à la prévision des inondations (SCHAPI)
- Service technique de l'énergie électrique et des grands barrages et de l'hydraulique (STEEGBH)
- Mission interministérielle d'inspection du logement social (MILOS)

Administration centrale du MEDDE et du MLETR:

- M. le commissaire général au développement durable, délégué interministériel au développement durable (CGDD)
- M. le directeur général des infrastructures, des transports et de la mer (DGITM)
- M. le directeur général de l'aviation civile (DGAC)
- M. le directeur général de l'aménagement, du logement et de la nature (DGALN)
- M. le directeur général de l'énergie et du climat (DGEC)
- Mme la directrice générale de la prévention des risques (DGPR)
- M. le vice-président du Conseil général de l'environnement et du développement durable (CGEDD)
- M. le délégué à l'hébergement et à l'accès au logement (DIHAL)
- Mme la directrice des pêches maritimes et de l'aquaculture (DPMA)
- M. le directeur des ressources humaines (SG/DRH)
- M. le directeur des affaires juridiques (SG/DAJ)
- Mme la directrice de la communication (SG/DICOM)
- M. le directeur des affaires européennes et internationales (SG/DAEI)
- M. le délégué à l'action foncière et immobilière (SG/DAFI)
- M. le chef du service des politiques support et des systèmes d'information (SG/SPSSI)
- Mme la chef du service des affaires financières (SG/SAF)
- M. le chef du service du pilotage et de l'évolution des services (SG/SPES)
- M. le chef du service de défense, de sécurité et d'intelligence économique (SG/SDSIE)
- M. le directeur du centre de prestations et d'ingénierie informatiques (SG/SPSSI/CP II)
- M. le directeur du centre ministériel de valorisation des ressources humaines (SG/DRH/CMVRH)
- Mme le chef de bureau du cabinet du MEDDE
- Mme le chef de bureau du cabinet du MLET
- M. le chef du département de la coordination des ressources humaines de l'administration centrale et de la gestion de proximité du secrétariat général (SG/DRH/CRHAC)

Copie pour information:

- SG-Service du pilotage et de l'évolution des services
- SG-Direction des affaires juridiques
- SG/DRH/MGS
- SG/DRH/GAP
- SG/DRH/CHRAC/CRHAC1 et CRHAC4
- SG/DRH/CE/CE-CM
- SG/DRH/PPS
- SG/SPSSI/SIAS
- M. le délégué à la sécurité et à la circulation routières
- Agence nationale de l'habitat (ANAH)
- Centre d'études et d'expertise sur les risques, l'environnement, la mobilité et l'aménagement (CEREMA)
- École nationale des travaux publics de l'État (ENTPE)
- École nationale des ponts et chaussées (ENPC)
- Établissement national des invalides de la marine (ENIM)
- Institut français des sciences et technologies des transports, de l'aménagement et des réseaux (IFSTTAR)
- Institut national de l'information géographique et forestière (IGN)

- Voies navigables de France (VNF)
- Ministère de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de la recherche
- Ministère des finances et des comptes publics
- Ministère de la défense
- Ministère des affaires sociales, de la santé et des droits des femmes
- Ministère du travail, de l'emploi, de la formation professionnelle et du dialogue social
- Ministère de l'intérieur
- Ministère de l'agriculture, de l'agroalimentaire et de la forêt
- Ministère de la culture et de la communication